

Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 1890. — Extrait en conformité de l'article 118 du Code civil, p. 1890.

Ministère de la Défense nationale

Recrutement de candidats sous-officiers d'élite pour le Corps opérationnel de la Gendarmerie. Session 1989, p. 1890.

Ministère de la Prévoyance sociale

Accidents du travail. Transfert du portefeuille-loi et du service des rentes, p. 1891.

Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique

Circulaire du 11 janvier 1989. Ville de Bruxelles et communes de la région de langue allemande. Problèmes relatifs aux réfugiés. Impositions communales, p. 1891.

Ministère de l'Éducation nationale

Jury central en vue de procéder aux examens pour la collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier gradué et d'infirmière graduée. Sessions françaises de 1989. Appel aux candidats. N° 723/89, p. 1892.

Jury central chargé de procéder aux examens en vue de délivrer le diplôme de gradué en kinésithérapie et de gradué en ergothérapie. Sessions françaises de 1989. Appel aux candidats. N° 725/89, p. 1892.

Jury d'Etat en vue de procéder aux examens pour la collation du diplôme de gradué en logopédie. Sessions françaises de 1989. Appel aux candidats. N° 724/89, p. 1892.

Exécutifs — Ministère de la Région wallonne

Examen de capture pour les approvisionneurs d'oiseaux indigènes, p. 1893.

Exekutiven — Ministerium der Wallonischen Region

Fangprüfung für die Bevorrater von einheimischen Vögeln, S. 1893.

Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 1890. — Uittreksel overeenkomstig artikel 118 van het Burgerlijk Wetboek, bl. 1890.

Ministerie van Landsverdediging

Werving van kandidaat-keuronderofficieren ten behoeve van het Operationeel Korps van de Rijkswacht. Sessie 1989, bl. 1890.

Ministerie van Sociale Voorzorg

Arbeidsongevallen. Overdracht van portefeuille-wet van de rente-dienst, bl. 1891.

Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt

Omzendbrief van 11 januari 1989. Stad Brussel en gemeenten van het Duits taalgebied. Problemen betreffende vluchtelingen. Gemeentebelastingen, bl. 1891.

Executieven — Ministerie van het Waalse Gewest

Vogelvangstexamen voor de bevoorraders van inheemse vogels, bl. 1893.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

F. 89 — 218

6 JANVIER 1989**Loi de sauvegarde de la compétitivité du pays (1)**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}*Les critères d'évaluation de la compétitivité*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les critères d'évaluation de la compétitivité sont les performances à l'exportation, les coûts salariaux, les coûts financiers, les coûts énergétiques et les déterminants structurels, tels que définis aux articles 2 à 6 du présent chapitre.

§ 2. Les critères d'évaluation sont exprimés en indices d'évolution par rapport à 1987 et en comparaison avec la situation des principaux-partenaires commerciaux de la Belgique visés aux articles 2

(1) *Session 1988-1989.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 543/1. — Amendements, n° 543/2. — Rapport, n° 543/3. — Amendements, n° 543/4.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 17 novembre 1988. — Adoption. Séance du 18 novembre 1988.

Session 1988-1989.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par la Chambre de représentants, n° 498/1. — Rapport, n° 498/2. — Amendements, n° 498/3.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 21 décembre 1988. — Adoption. Séance du 22 décembre 1988.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN**MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN**

N. 89 — 218

6 JANUARI 1989**Wet tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen (1)**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I*De criteria voor evaluatie van het concurrentievermogen*

Artikel 1. § 1. De criteria voor evaluatie van het concurrentievermogen zijn de uitvoerprestaties, de loonkosten, de financiële kosten, de energiekosten en de structurele determinanten, zoals zij in de artikelen 2 tot 6 van dit hoofdstuk worden beschreven.

§ 2. De evaluatiecriteria worden uitgedrukt in evolutie-indices in vergelijking met 1987 en met de toestand bij de belangrijkste handelspartners van België bedoeld in de artikelen 2 tot 6; de keuze

(1) *Zitting 1988-1989.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 543/1. — Amendementen, nr. 543/2. — Verslag, nr. 543/3. — Amendementen, nr. 543/4.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 17 november 1988. — Aanneming. Vergadering van 18 november 1988.

Zitting 1988-1989.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 498/1. — Verslag, nr. 498/2. — Amendementen, nr. 498/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 21 december 1988. — Aanneming. Vergadering van 22 december 1988.

à 6; le choix de ces partenaires et leur importance relative comme concurrents de la Belgique sont déterminés selon le modèle du Fonds monétaire international pour le commerce mondial.

§ 3. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixer les modalités techniques du calcul des critères d'évaluation visés au § 1^{er}.

Art. 2. L'évolution des performances à l'exportation est calculée sur la base des gains ou des pertes de parts de marché de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, par comparaison avec les performances des cinq principaux partenaires commerciaux européens de la Belgique. Ces gains ou pertes sont la différence entre la croissance du marché à l'exportation et l'évolution en volume de l'ensemble des exportations de biens de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. La croissance du marché à l'exportation est la croissance en volume des importations de chaque pays ou zone du reste du monde, affectée du coefficient de pondération reflétant la structure géographique des exportations de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Art. 3. L'évolution des coûts salariaux est calculée sur la base du coût salarial par personne occupée dans le secteur privé, exprimé en monnaie commune, par comparaison à la moyenne pondérée des sept principaux partenaires commerciaux de la Belgique.

Art. 4. L'évolution des coûts financiers est calculée sur la base entre autres de l'évolution des taux d'intérêt à court, moyen et long terme en Belgique, par comparaison à celle des sept principaux partenaires commerciaux de la Belgique.

Art. 5. L'évolution des coûts énergétiques est calculée sur la base d'un indicateur de l'évolution du prix établi par produit énergétique et par catégorie de consommateurs, exprimé en monnaie commune, par comparaison à l'évolution du coût de chacun de ces vecteurs énergétiques chez les cinq principaux partenaires commerciaux européens de la Belgique.

Art. 6. L'évolution des déterminants structurels de la compétitivité est calculée sur la base entre autres de l'évolution de la formation brute de capital fixe des entreprises et des dépenses en recherche et développement, en distinguant le financement public du financement privé, exprimées en pourcentages du produit intérieur brut, par comparaison avec celle des cinq principaux partenaires commerciaux européens de la Belgique.

CHAPITRE II

La procédure ordinaire d'évaluation de la compétitivité

Art. 7. Pour l'application de la présente loi, on entend, par « interlocuteurs sociaux », les représentants des organisations représentatives des travailleurs, des entreprises, des classes moyennes et de l'agriculture.

Art. 8. § 1^{er}. Chaque année, avant le 31 mars, le Conseil central de l'économie établit un rapport et émet un avis au sujet de la compétitivité des entreprises belges; le rapport et l'avis sont transmis sans délai au Gouvernement et aux Chambres législatives.

Le Conseil central de l'économie établit chaque année, avant le 30 septembre, un rapport intermédiaire, qui est également transmis sans délai au Gouvernement et aux Chambres législatives.

L'un et l'autre de ces rapports contiennent notamment l'estimation la plus récente des critères d'évaluation définis aux articles 2 à 6.

§ 2. Après avoir reçu le rapport annuel et l'avis y afférent, le Gouvernement convoque les interlocuteurs sociaux à une concertation. Cette concertation est consacrée à une discussion de l'évolution de la compétitivité sur la base du rapport et de l'avis du Conseil central de l'économie.

Si le Gouvernement n'a pas reçu le rapport et l'avis visés à l'alinéa 1^{er} au plus tard le 31 mars, il prend néanmoins l'initiative de la concertation.

§ 3. A compter du jour où le Gouvernement les a convoqués, les interlocuteurs sociaux disposent d'un mois pour arrêter, par la voie d'une convention collective de travail, des mesures sauvegardant ou rétablissant la compétitivité, ou pour suggérer au Gouvernement des mesures qui dépendent de sa responsabilité.

§ 4. Si, après l'expiration du délai prévu au § 3, le Gouvernement estime que la compétitivité reste menacée, il peut soumettre aux Chambres législatives une déclaration motivée en ce sens.

La compétitivité est menacée si le critère des performances à l'exportation défini à l'article 2 et au moins l'un des autres critères d'évaluation définis aux articles 3 à 6 font apparaître une dégradation.

van deze partners en hun relatief belang als concurrent voor België worden bepaald volgens het model van het Internationaal Monetair Fonds betreffende de wereldhandel.

§ 3. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de technische berekeningswijze van de evaluatiecriteria bedoeld in § 1 nader regelen.

Art. 2. De evolutie van de uitvoerprestaties wordt berekend op basis van de toename of het verlies aan marktaandeelen van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, in vergelijking met de prestaties van de vijf belangrijkste Europese handelspartners van België. Deze toename of dat verlies is het verschil tussen de groei van de uitvoermarkt en de evolutie van de uitvoer van goederen van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie in volume. De groei van de uitvoermarkt is de groei in volume van de invoer van ieder land of zone in de rest van de wereld waarop de wegingscoëfficiënt die de geografische structuur van de uitvoer van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie weerspiegelt, wordt toegepast.

Art. 3. De evolutie van de loonkosten wordt berekend op basis van de loonkosten per werknemer in de privésector, uitgedrukt in gemeenschappelijke munt, in vergelijking met het gewogen gemiddelde van de zeven belangrijkste handelspartners van België.

Art. 4. De evolutie van de financiële kosten wordt berekend onder meer op basis van de evolutie van de rentetarieven op korte, halflange en lange termijn in België, in vergelijking met de evolutie bij de zeven belangrijkste handelspartners van België.

Art. 5. De evolutie van de energiekosten wordt beoordeeld op basis van een indicator betreffende de prijsevolutie per energieproduct en per categorie van verbruikers, uitgedrukt in gemeenschappelijke munt, in vergelijking met de evolutie van de kostprijs van ieder van deze energievectoren bij de vijf belangrijkste Europese handelspartners van België.

Art. 6. De evolutie van de structurele determinanten van het concurrentievermogen wordt berekend onder meer op basis van de evolutie van de bruto vaste kapitaalvorming van de ondernemingen en van de uitgaven inzake onderzoek en ontwikkeling, waarbij een onderscheid tussen de overheidsfinanciering en de privé-financiering wordt gemaakt en waarbij die kapitaalvorming en uitgaven worden uitgedrukt in procenten van het bruto binnenlands product, in vergelijking met de evolutie bij de vijf belangrijkste Europese handelspartners van België.

HOOFDSTUK II

De gewone procedure voor evaluatie van het concurrentievermogen

Art. 7. Voor de toepassing van deze wet wordt met « sociale gesprekspartners » bedoeld de vertegenwoordigers van de organisaties die de werknemers, de ondernemingen, de middenstand en de landbouw vertegenwoordigen.

Art. 8. § 1. Ieder jaar brengt de Centrale Raad voor het bedrijfsleven, vóór 31 maart, een verslag en een advies uit omtrent het concurrentievermogen van de Belgische ondernemingen; het verslag en het advies worden zonder verwijl aan de Regering en aan de Wetgevende Kamers toegezonden.

Ieder jaar brengt de Centrale Raad voor het bedrijfsleven, vóór 30 september, een tussentijds verslag uit, dat eveneens zonder verwijl aan de Regering en aan de Wetgevende Kamers wordt toegezonden.

Zowel het ene als het andere verslag bevatten onder meer de meest recente raming van de evaluatiecriteria vermeld in de artikelen 2 tot 6.

§ 2. Nadat de Regering het jaarlijks verslag en het erbij horend advies heeft ontvangen, roept zij de sociale gesprekspartners voor overleg bijeen. In dat overleg wordt de evolutie van het concurrentievermogen besproken op basis van het verslag en het advies van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven.

Indien de Regering het in het eerste lid bedoelde verslag en advies uiterlijk op 31 maart niet heeft ontvangen, neemt zij desalniettemin het initiatief van het overleg.

§ 3. Te rekenen vanaf de dag waarop de Regering de sociale gesprekspartners heeft bijeengeroepen, beschikken deze over een maand om, bij wege van een collectieve arbeidsovereenkomst maatregelen vast te stellen die het concurrentievermogen vrijwaren of herstellen, of om aan de Regering maatregelen te suggereren die tot haar bevoegdheid behoren.

§ 4. Wanneer de Regering, na het verstrijken van de termijn bepaald in § 3, van oordeel is dat het concurrentievermogen bedreigd blijft, kan zij een gemotiveerde verklaring in die zin aan de Wetgevende Kamers voorleggen.

Het concurrentievermogen wordt bedreigd wanneer het criterium inzake de uitvoerprestaties vermeld in artikel 2 en minstens één van de andere in de artikelen 3 tot 6 vermelde criteria een achteruitgang vertonen.

Cependant, le Gouvernement dispose en outre d'un pouvoir d'appréciation, en fonction, d'une part, des mesures éventuelles qu'auraient prises les interlocuteurs sociaux et, d'autre part, de l'évolution récente de la balance commerciale et des performances à l'exportation, du degré de dépassement des critères concernés, de l'évolution des autres critères d'évaluation et des autres déterminants de la compétitivité, en ce compris la productivité, tels qu'ils ressortent du tableau de bord et de l'avis du Conseil central de l'économie.

§ 5. Lorsque, à la suite de la déclaration motivée visée au § 4, les Chambres législatives ont constaté par un vote que la compétitivité est menacée, le Roi peut, dans les deux mois qui suivent ce vote, prendre par arrêté délibéré en Conseil des Ministres celles des mesures prévues à l'article 10 qu'il juge nécessaires à la sauvegarde ou au rétablissement de la compétitivité.

CHAPITRE III

La procédure en cas de circonstances exceptionnelles

Art. 9. § 1^{er}. Par circonstances exceptionnelles, on entend les événements d'origine extérieure, y compris une modification brutale des taux de change, dont l'importance est telle que les effets attendus sur la compétitivité de la Belgique vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux seront rapides et significatifs.

§ 2. Lorsqu'il constate l'existence de circonstances exceptionnelles visées au § 1^{er}, le Gouvernement demande au Conseil central de l'économie de donner un avis urgent et convoque les interlocuteurs sociaux à une concertation urgente, menée le cas échéant sur la base de l'avis donné d'urgence par le Conseil central de l'économie.

§ 3. A compter du jour où le Gouvernement les a convoqués, les interlocuteurs sociaux disposent du délai que le Gouvernement fixe dans la convocation et qui ne peut excéder un mois, pour arrêter, par la voie d'une convention collective de travail, des mesures sauvegardant ou rétablissant la compétitivité, ou pour suggérer au Gouvernement des mesures qui dépendent de sa responsabilité.

§ 4. Si, après l'expiration du délai prévu au § 3, le Gouvernement estime que la compétitivité reste menacée, il peut soumettre aux Chambres législatives une déclaration motivée en ce sens.

§ 5. Lorsque, à la suite de la déclaration motivée visée au § 4, les Chambres législatives ont constaté par un vote que la compétitivité est menacée, le Roi peut, dans les deux mois qui suivent ce vote, prendre par arrêté délibéré en Conseil des Ministres celles des mesures prévues à l'article 10 qu'il juge nécessaires à la sauvegarde ou au rétablissement de la compétitivité.

CHAPITRE IV. — *Les instruments en vue de sauvegarder ou de restaurer la compétitivité*

Art. 10. § 1^{er}. Les mesures temporaires que le Roi est habilité à prendre en vertu des articles 8, § 5, et 9, § 5, lorsque les Chambres législatives ont constaté que la compétitivité des entreprises belges est menacée, sont les suivantes :

1^o la limitation de la prise en compte des facteurs déterminant la croissance nominale des revenus des salariés, accompagnée d'une modération équivalente des revenus des professions libérales et des indépendants, des allocations sociales, des loyers, des dividendes, des tantièmes et des revenus d'activités de tout autre type;

2^o la fixation du cadre dans lequel tout accord sur l'évolution des revenus des salariés, négocié dans la période qui prend fin un an après l'expiration du délai de deux mois fixé aux articles 8, § 5, et 9, § 5, doit être conclu, accompagnée de mesures à effets équivalents pour les autres catégories socio-professionnelles, y compris pour celle dont l'évolution des revenus n'est pas touchée par des accords;

3^o l'adoption des mesures utiles à la réduction des coûts financiers;

4^o la réduction limitée des cotisations patronales à la sécurité sociale dans les secteurs exposés à la concurrence internationale;

5^o l'augmentation de la déduction fiscale pour investissements, qui ne peut toutefois excéder le double des montants en vigueur au moment du vote visé aux articles 8, § 5, et 9, § 5;

6^o l'augmentation de la déduction fiscale pour investissements en recherche et développement, qui ne peut toutefois excéder dix points de plus que le taux spécifique en vigueur au moment du vote visé aux articles 8, § 5, et 9, § 5.

Daarnaast beschikt de Regering evenwel over een beoordelingsbevoegdheid, enerzijds op basis van de maatregelen die de sociale gesprekspartners eventueel hebben genomen, en anderzijds op basis van de recente evolutie van de handelsbalans en van de uitvoerprestaties, de mate waarin de betrokken criteria worden overschreden, de evolutie van de andere evaluatiecriteria en van de andere determinanten van het concurrentievermogen, met inbegrip van de productiviteit, zoals zij tot uiting komen in het analyse-schema en het advies van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven.

§ 5. Wanneer, na de gemotiveerde verklaring bedoeld in § 4, de Wetgevende Kamers bij een stemming hebben vastgesteld dat het concurrentievermogen wordt bedreigd, kan de Koning, gedurende twee maanden volgend op de stemming, bij een in Ministerraad overlegd besluit, maatregelen nemen als bedoeld in artikel 10 die Hij voor het vrijwaren of het herstellen van het concurrentievermogen nodig acht.

HOOFDSTUK III

De procedure in geval van buitengewone omstandigheden

Art. 9. § 1. Met buitengewone omstandigheden worden bedoeld de gebeurtenissen met een buitenlandse oorsprong, met inbegrip van een drastische wijziging van de wisselkoersen, die zo belangrijk zijn dat de verwachte invloed op onze concurrentiepositie in vergelijking met onze belangrijkste handelspartners zich snel en ingrijpend zal doen gevoelen.

§ 2. Wanneer de Regering het bestaan van buitengewone omstandigheden als bedoeld in § 1 vaststelt, verzoekt zij de Centrale Raad voor het bedrijfsleven om een dringend advies en roept zij de sociale gesprekspartners op voor een dringend overleg, waarbij, in voorkomend geval, wordt uitgegaan van het advies dat door de Centrale Raad voor het bedrijfsleven dringend is uitgebracht.

§ 3. Te rekenen vanaf de dag waarop de Regering de sociale gesprekspartners heeft bijeengeroepen, beschikken deze over de termijn die de Regering in de bijeenroeping bepaalt en die niet langer mag zijn dan een maand, om, bij wege van een collectieve arbeidsovereenkomst maatregelen vast te stellen die het concurrentievermogen vrijwaren of herstellen, of om aan de Regering maatregelen te suggereren die tot haar bevoegdheid behoren.

§ 4. Wanneer de Regering, na het verstrijken van de termijn bedoeld in § 3, van oordeel is dat het concurrentievermogen bedreigd blijft, kan zij een gemotiveerde verklaring in die zin aan de Wetgevende Kamers voorleggen.

§ 5. Wanneer, na de gemotiveerde verklaring bedoeld in § 4, de Wetgevende Kamers bij een stemming hebben vastgesteld dat het concurrentievermogen wordt bedreigd, kan de Koning, gedurende twee maanden volgend op de stemming, bij een in Ministerraad overlegd besluit, maatregelen nemen als bedoeld in artikel 10 die Hij voor het vrijwaren of het herstellen van het concurrentievermogen nodig acht.

HOOFDSTUK IV. — *De instrumenten voor het vrijwaren of herstellen van het concurrentievermogen*

Art. 10. § 1. De tijdelijke maatregelen die de Koning krachtens de artikelen 8, § 5, en 9, § 5, kan nemen wanneer de Wetgevende Kamers hebben vastgesteld dat het concurrentievermogen van de Belgische ondernemingen is bedreigd, zijn :

1^o het beperken van het in aanmerking nemen van de factoren die de nominale inkomensgroei van de loontrekkenden bepalen, gepaard gaande met een gelijkwaardige matiging van de inkomens van de vrije beroepen en de zelfstandigen, de sociale uitkeringen, de huurprijzen, de dividenden, de tantièmes en de inkomens uit alle andere beroepsactiviteiten;

2^o het vaststellen van het kader voor de akkoorden over de evolutie van de inkomens der loontrekkenden, waarover wordt onderhandeld gedurende de periode die eindigt één jaar na het verstrijken van de termijn van twee maanden bepaald in de artikelen 8, § 5, en 9, § 5, gepaard gaande met gelijkwaardige maatregelen voor de andere sociaal-professionele categorieën, ook die waarvan de inkomensevolutie niet wordt beïnvloed door akkoorden;

3^o het vaststellen van de maatregelen die nuttig zijn om de financiële kosten te verminderen;

4^o het beperkt verminderen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid in de sectoren die onderhevig zijn aan internationale concurrentie;

5^o het verhogen van de belastingaftrek voor investeringen, doch tot niet meer dan het dubbele van de op het ogenblik van de stemming, bedoeld in de artikelen 8, § 5, en 9, § 5, geldende bedragen;

6^o het verhogen van de belastingaftrek voor investeringen in onderzoek en ontwikkeling, tot maximaal tien punten meer dan het specifiek tarief dat op het ogenblik van de stemming, bedoeld in de artikelen 8, § 5, en 9, § 5, van toepassing is.

Les mesures visées à l'alinéa 1^{er} se substituent, le cas échéant et pour la durée de leur validité, aux régimes législatifs existant en la matière.

§ 2. Les mesures visées au § 1^{er}, 1^o et 2^o, peuvent prévoir un régime différencié selon le niveau de revenus. Les mesures visées au § 1^{er}, 3^o, 4^o, 5^o et 6^o peuvent être différenciées selon les secteurs.

Art. 11. § 1^{er}. Les arrêtés pris exclusivement en application des articles 8, § 5, et 9, § 5, cessent de produire leurs effets, sans préjudice de ce qui est disposé au § 3, à la fin du septième mois qui suit celui au cours duquel a eu lieu le vote visé aux articles 8, § 5, et 9, § 5, s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant cette date.

§ 2. Les arrêtés confirmés par la loi au sens du § 1^{er} ne peuvent être modifiés, complétés, remplacés ou abrogés que par une loi, étant entendu que, d'une part, la présente loi reste ensuite d'application et que, d'autre part, le Roi conserve le pouvoir de modifier, de compléter, de remplacer ou d'abroger les dispositions qui ont trait à des matières qui relèvent de Sa compétence en vertu de la Constitution ou d'une loi autre que la présente loi.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, les arrêtés pris en application des articles 8, § 5, et 9, § 5, et relatifs aux matières visées à l'article 10, § 1^{er}, 5^o et 6^o, sont applicables à l'entière de la période imposable désignée par le Roi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Motril, le 6 janvier 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Affaires économiques et du Plan,
W. CLAES

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

De maatregelen, bedoeld in het eerste lid, komen, in voorkomend geval en voor de tijd van hun gelding, in de plaats van ter zake bestaande wetsregelingen.

§ 2. De maatregelen, bedoeld in § 1, 1^o en 2^o, kunnen voorzien in een gedifferentieerde regeling al naargelang het inkomensniveau. De maatregelen bedoeld in § 1, 3^o, 4^o, 5^o en 6^o kunnen gedifferentieerd worden volgens de sectoren.

Art. 11. § 1. De besluiten, bij uitsluiting vastgesteld met toepassing van het bepaalde in de artikelen 8, § 5, en 9, § 5, houden op uitwerking te hebben, onverminderd het bepaalde in § 3, op het einde van de zevende maand volgend op die waarin de stemming, bedoeld in de artikelen 8, § 5, en 9, § 5, heeft plaatsgehad, tenzij zij vóór die dag bij wet zijn bekrachtigd.

§ 2. De besluiten die bij de wet zijn bekrachtigd zoals bedoeld in § 1 kunnen niet dan bij een wet worden gewijzigd, aangevuld, vervangen of opgeheven, met dien verstande enerzijds dat onderhavige wet vervolgens van toepassing blijft, en anderzijds dat de Koning het recht behoudt om de bepalingen, die betrekking hebben op de aangelegenheden die krachtens de Grondwet of een andere dan onderhavige wet tot Zijn bevoegdheid behoren, te wijzigen, aan te vullen, te vervangen of op te heffen.

§ 3. In afwijking van het bepaalde in § 1, zijn de besluiten, vastgesteld met toepassing van het bepaalde in de artikelen 8, § 5, en 9, § 5, en betrekking hebbende op de aangelegenheden bedoeld in artikel 10, § 1, 5^o en 6^o, van toepassing op de geheelheid van het belastbaar tijdperk dat de Koning aanwijst.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril, 6 januari 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Economische Zaken en het Plan,
W. CLAES

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 89 — 219

10 JANVIER 1989. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 7 avril 1988 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et du Plan,
Le Ministre du Commerce extérieur,
Le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture,

Vu la loi du 11 septembre 1962 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises;

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957;

Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1962 réglementant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises;

Vu l'arrêté ministériel du 7 avril 1988 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises;

Vu l'avis conforme de la Commission économique interministérielle;

Vu l'avis de la Commission administrative belgo-luxembourgeoise;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN, MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING EN MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 89 — 219

10 JANUARI 1989. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 april 1988 waarbij de uitvoer van sommige goederen aan vergunning onderworpen wordt

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en het Plan,
De Minister van Buitenlandse Handel,
De Staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw,

Gelet op de wet van 11 september 1962 betreffende de in-, uit- en doorvoer van goederen;

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1962 tot regeling van de in-, uit- en doorvoer van goederen;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 april 1988 waarbij de invoer van sommige goederen aan vergunning onderworpen wordt;

Gelet op het overeenstemmend advies van de Interministeriële Economische Commissie;

Gelet op het advies van de Belgisch-Luxemburgse Administratieve Commissie;